

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

Une publication du Collectif Haïti de France

-21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - 01 43 48 31 78 – contact@collectif-haiti.fr-

N°1003

30 mars 2011

- **Comment mobiliser les capacités et ressources nationales pour influencer les politiques institutionnelles ?**
- **Grève des transports contre la hausse des prix de l'essence**
- **15 millions d'euros pour un renforcement du système national de gestion des risques et des désastres**
- **Caraïbes : Résultats mitigés du test d'alerte au tsunami**
- **En bref : résultats préliminaires ; la Fokal veut raviver la mémoire sur la dictature**

>> **Comment mobiliser les capacités et ressources nationales pour influencer les politiques institutionnelles en Haïti?**

Une résolution intégrant les positions des mouvements sociaux doit être publiée après la journée de réflexion de ce samedi 26 mars 2011 à l'initiative de plusieurs organisations sociales. Cette résolution concernera le bilan des promesses faites par les bailleurs de fonds internationaux le 31 mars 2010 sur les perspectives de reconstruction.

A la fin de mars 2011, il n'y a toujours aucune politique claire de relogement pour les personnes déplacées, dont une bonne partie se sont installées dans de nouveaux camps de fortune. Parmi les besoins de ces milliers de sans abris, l'accès à l'eau, notamment l'eau potable, dans un contexte d'épidémie de choléra (en régression depuis le début de l'année) reste un élément déterminant.

Sur plus d'un million qui se sont réfugiées, ici et là, après le séisme, 680 mille personnes vivent aujourd'hui (en mars 2011) dans les camps. Beaucoup d'entre elles ont défini leurs propres solutions de relogement qui sont, dans beaucoup de cas, tout aussi alarmantes que les conditions des centres d'hébergement.

Les rues de Port-au-Prince sont encore jonchées de débris. De 2010 à 2011, l'administration politique s'est caractérisée par une abdication de la souveraineté nationale au profit de plans décidés par ce qu'il est convenu d'appeler la communauté internationale. Sans retenue, celle-ci n'a pas cessé d'implanter des mécanismes négligeant les efforts d'organisations nationales vers une autonomie et un épanouissement des populations déplacées.

Le constat: peu d'avancées ont été enregistrées dans le processus de reconstruction une année après la conférence de donateurs internationaux, terminée sur des promesses de 10 milliards de dollars américains au siège des Nations Unies à New York.

En même temps, le contexte politique et économique s'enflamme, avec des élections générales (premier tour le 28 novembre 2010 et deuxième tour le 20 mars 2011), dont l'issue pourrait faire grimper le climat de violence, d'une part, et induire une augmentation des prix des produits alimentaires et pétroliers, d'autre part.

La plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (Papda) considère que le seul résultat de la conférence du 31 mars 2010, est l'occupation et la mise en place de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (Cirh). Le tout est assorti d'un processus d'affaiblissement de l'État et de marginalisation des actrices et acteurs haïtiens.

Ce déficit, au niveau institutionnel, est signalé par la plateforme des organisations haïtiennes de droits humains (Pohdh) à l'occasion du 24^e anniversaire, ce 29 mars 2011, de la ratification de la Constitution de 1987.

Par ailleurs, la Pohdh considère que les différents gouvernements qui se sont succédé, ont failli dans la mise en place d'un État solide capable de répondre aux préoccupations de la population. Certains points de la loi-mère sont appliqués, mais font défaut une série d'institutions, susceptibles de favoriser un meilleur fonctionnement de l'État et de consolider le processus démocratique.

Les différentes assemblées des collectivités territoriales, gages de la décentralisation, le Conseil électoral permanent, le conseil supérieur du pouvoir judiciaire n'existent pas encore. Les élections sont réalisées très souvent dans la controverse. La liberté de réunion et d'association, la liberté de parole sont garanties, notamment avec un minimum de respect vis-à-vis du fonctionnement de la presse.

« Les politiques néolibérales en application dans le pays, représentent un choix économique et politique des autorités de plonger la population, chaque jour un peu plus, dans la misère et de rendre Haïti plus dépendant de certains pays étrangers », souligne la Pohdh. Jusqu'à présent, le pacte international relatif aux droits sociaux économiques et culturels (Pidesc) n'a toujours pas été ratifié. Ainsi, le droit à la santé, à l'éducation, au logement ou au loisir ne sont-ils pas garantis.

Face à cette réalité, la Papda préconise de nouveaux mécanismes internes, permettant d'aboutir à un État haïtien véritable. « Quel financement pour quelle reconstruction » : tel est le thème d'un

forum international (prévu pour les 28 et 29 avril 2011), lequel ambitionne, avec l'apport d'experts nationaux et internationaux, de

dégager des propositions autour de la mobilisation des ressources internes pour un processus de reconstruction nationale.

>> Grève des transports contre la hausse des prix de l'essence

Convoquée par plusieurs syndicats, une grève, d'avertissement, des transports publics a grandement affecté, le lundi 28 mars 2011, la circulation automobile et les activités économiques dans la capitale et dans le reste du pays.

Estimant que l'État tire des profits scandaleux de la vente des produits pétroliers et affirmant n'être pas prêts à entrer dans la logique d'une augmentation de prix, les syndicats de transporteurs manifestent leur refus de cette hausse de prix décidée le mercredi 23 mars 2011 par le gouvernement sortant. Il a aussi élevé à plus de 50 % les tarifs de certains circuits du transport en commun. La situation a été quelque peu volatile dans le Sud, notamment aux environs de Miragoane, où la paralysie des transports a coïncidé

avec un mouvement revendicatif pour le paiement de salaires à des travailleurs. Des barricades ont été érigées et des pneus de véhicules endommagés par des riverains agressifs.

Le gallon de gazoline 95 est passé de 176 à 200 gourdes, celui de la gazoline 91 octane de 172 à 195 gourdes, du gazole de 119 à 162 et celui du kérosène (gaz blanc, très utilisé par les ménages en Haïti) de 112 à 161 gourdes.

Déjà, des répercussions sont notées sur divers prix de produits essentiels à la consommation.

Ce qui fait craindre des troubles sociaux pour les semaines à venir, à l'approche de l'installation d'une nouvelle administration politique.

>> 15 millions d'euros pour un renforcement du système national de gestion des risques et des désastres

Un renforcement de la capacité de réponse et de gestion de crise : tel est l'objectif principal du lancement, le 28 mars 2011, d'un programme, étalé sur 18 mois et d'un montant de 15 millions d'euros, qu'apportera l'Union européenne au système national de gestion des risques et désastres. La saison cyclonique commence le 1er juin jusqu'au 30 novembre dans les Caraïbes. S'appuyant sur les cellules administratives de base du pays, la mise en œuvre du programme européen de renforcement du système national de

gestion des risques et désastres (Per-Sngrd) devrait favoriser une augmentation du nombre d'équipes de sauveteurs sur tout le territoire d'Haïti, espère le ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales.

Plus de quatre milles jeunes seront ainsi formés, les sapeurs pompiers seront mieux équipés et des centres d'opération de secours seront renforcés.

>> 15 millions d'euros pour un renforcement du système national de gestion des risques et des désastres

Les résultats de l'exercice, réalisé le 23 mars dernier, sur la capacité des pays des Caraïbes à réagir avec promptitude à une alerte au tsunami, se sont révélés mitigés. La simulation consistait à lancer une alerte à 33 pays de la région, pour un tremblement de terre fictif de magnitude 7.6, survenu au large des Iles Vierges américaines.

Aux Bahamas, l'alerte, constituée d'un message texte envoyé à 300 agents à travers l'archipel, a vite fait le tour du pays. A Porto Rico, où seulement 11 des 44 communes côtières sont préparées à affronter une catastrophe, des dizaines de citoyens affirment qu'ils n'ont jamais entendu des signaux d'alarme. En République

Dominicaine, les autorités ont détecté des failles dans les plans d'évacuation, qu'ils ont qualifiés par ailleurs d'insuffisants.

Baptisé « Caraïbes Wave 11 », ce premier exercice d'alerte aux tsunamis a eu lieu à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). L'agence des réponses urgentes aux désastres (Cdera) vient d'alerter sur la vulnérabilité des Caraïbes aux tsunamis. La région est très exposée aux tremblements de terre et un possible séisme ou une éruption volcanique aurait un effet dévastateur en raison de la structure géologique de la zone.

>> En bref : les résultats préliminaires / la Fokal veut raviver la mémoire sur la dictature

- Publication attendue le lundi 4 avril des résultats préliminaires du deuxième tour de la présidentielle et des législatives du 20 mars dernier en Haïti ;
- La Fokal veut raviver la mémoire sur la dictature : du 26 mars au 2 avril, la fondation Connaissance et Liberté (Fondasyon Konesans ak Libète) organise une série d'activités socioculturelles autour du thème : « Dictatures, pratiques et résistances » afin de souligner le « devoir de mémoire » des jeunes en particulier.

Parmi les activités prévues, figurent une journée de réflexion, la projection de films et des conférences sur les expériences de dictature dans divers pays, dont Haïti, le Chili et l'Ouganda.

Les jeunes « doivent savoir ce qu'est une dictature et savoir faire la différence avec la démocratie afin qu'ils puissent assumer leur responsabilité de citoyen », souligne à AlterPresse un responsable de la Fokal.